

# L'EUROPE DANS LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE 2007

ENTRE EUROSCEPTICISME DE SECOURS ET DOMAINE RÉSERVÉ

PAR

MURIEL ROUYER (\*)

LA PRÉSIDENTIELLE ET L'EUROPE :  
DEUX PASSIONS FRANÇAISES

L'élection présidentielle est celle qui passionne le plus les Français : clairement polarisée, nettement personnalisée et plus mobilisatrice que tout autre scrutin en France, elle constitue un moment important de la vie politique française. L'élection présidentielle 2007 n'a pas dérogé à cette règle et l'a même accentuée, avec un taux de participation de 85 % au premier tour.

L'Europe également passionne les Français. Cette question, relevant autrefois de la politique étrangère, reste très liée au « domaine réservé » du Président de la République, comme l'a révélé la pratique gaullienne des institutions. A ce titre, elle engage des choix politiques forts, qui ont toujours été portés en France par le premier représentant de la Nation. Toutefois, depuis l'Acte unique de 1986 et l'instauration de l'Union économique et monétaire en 1992, l'intégration communautaire, en se renforçant, remet en cause les frontières de la légitimité politique, faisant ainsi éclater le « *consensus permissif* » (1) qui avait permis aux élites de construire l'Europe derrière des portes closes, dans un relatif silence des passions. Depuis le référendum de 1992 sur le Traité de Maastricht et plus encore depuis celui du 29 mai 2005, l'Europe s'impose comme une question politique majeure, qui divise l'opinion publique et traverse les partis politiques. Malgré le faible taux de participation aux élections européennes, qui demeurent, selon les politologues, des élections « *de second ordre* », la conflictualisation de l'enjeu européen est le signe de sa politisation et on ne peut assimiler le refus français du Traité constitutionnel à un simple désaveu de l'Europe (2). On peut d'ailleurs estimer que le « non » du 29 mai, quelles qu'en aient été

(\*) Professeur en Sciences politiques à l'Université de Nantes (France).

(1) Expression de Leon N. LINDBERG / Stuart A. SCHEINGOLD, *Europe's Would-Be Polity: Patterns of Change in European Community*, 1970.

(2) Sur les motivations complexes du « non » du 29 mai 2005, cf. Nicolas SAUGER / Sylvain BROUARD / Emiliano GROSSMAN, *Les Français contre l'Europe?*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007.

les motivations, fut un non passionné, marqué par une importante mobilisation électorale – 69,4 % pour la France entière.

A l'aube de la campagne électorale 2007, cet intérêt marqué pour l'Europe ne se démentait pas (3); c'est même sur cette question que de nombreux observateurs «attendaient» les différents candidats en présence. Pourtant, la presse put qualifier l'Europe de «grande absente» de la campagne électorale; il est vrai que celle-là ne fut pas une thématique saillante de la campagne: le supplément spécial présidentielle du *Monde* daté du 18 avril 2007, intitulé *Des clefs pour choisir*, ne contenait pas de rubrique «Europe», tandis que, le 12 avril, un collectif pro-européen interpellait les candidats pour que l'Europe reste «présente dans la campagne présidentielle» (4), signe qu'elle ne l'était donc pas...

Il est difficile de comprendre l'évanescence politique de l'Europe dans la campagne électorale présidentielle française et ses ambiguïtés sans restituer le contexte récent.

#### ENTRE 21 AVRIL ET 29 MAI : L'EUROPE DANS LE SILLAGE DU DOUBLE CHOC PROTESTATAIRE

L'Europe et l'élection présidentielle ont suscité un double choc dans l'opinion publique française, qui a fortement contraint la teneur des discours de campagne: choc populiste du passage au second tour du candidat Jean-Marie Le Pen le 21 avril 2002; choc protectionniste du refus de Traité constitutionnel européen par 54,87 % des votants, qui interrompt le processus hautement symbolique par lequel l'Union européenne entendait se doter de valeurs communes et affirmer ainsi sur la scène internationale une identité politique démocratique légitime.

#### *Une Europe à fronts renversés?*

Au printemps 2007, l'Europe avait retrouvé grâce aux yeux de l'opinion publique: dans un sondage effectué en mars, 70 % s'affirmaient être «fiers d'être européens» et désireux de voter à la présidentielle pour les candidats du «oui» (5). Cependant, dans le même temps, les forces politiques du «oui»

(3) Un sondage CSA / France Europe-Express / France Info du 14 janvier 2007 montrait qu'une nette majorité de Français souhaitaient que la construction européenne occupe une place «assez importante» (46 %) ou «très importante» dans la campagne présidentielle.

(4) Appel émanant d'associations pro-européennes (EuropaNova, Jeunes Européens), de *thinks tanks* (Confrontations Europe, Europartenaires...) et de mouvements syndicaux (CFDT, Confédération étudiante...) interpellant les candidats sur les positions qu'ils devront adopter s'ils sont élus «afin que l'Europe redevienne synonyme d'espoir, de protection et de débat démocratique», disponible sur le site Internet de «Sauvons l'Europe».

(5) Sondage CSA / EuropaNova / Profession politique réalisé par téléphone le 7 mars 2007 pour les Etats-généraux de l'Europe à Lille et *Le Figaro*, 14 mars 2007. Ce dernier rappelait d'ailleurs, dans son éditorial, que les Français étaient à nouveau prêts à acceper la Constitution européenne, selon le dernier Eurobaromètre.

(à savoir, essentiellement les trois «grands» candidats de l'élection : la socialiste Ségolène Royal, l'UMP Nicolas Sarkozy et le centriste François Bayrou) tenaient des discours ambigus, sinon critiques sur l'Europe, lorsqu'ils ne préféraient pas éluder la question européenne. En 2007, les candidats à l'élection présidentielle se montrent peu soucieux de dissenter sur l'Europe et se replient sur le niveau national du discours politique, particulièrement après la proposition, lancée le 8 mars 2007 par Nicolas Sarkozy, de créer un ministère de l'Intégration et de l'Identité nationale, qui contraint les autres candidats à rebondir sur ce thème – Ségolène Royal reprenant sans complexe cette notion à son compte, François Bayrou tentant de s'en démarquer, tandis que le candidat souverainiste Philippe de Villiers se plaignait d'avoir été pillé d'un thème dont il aurait été l'auteur... (6).

Cette situation paradoxale, pour le moins différente de la configuration de 2005 qui avait opposé des électeurs euro-inquiets à des élites gouvernantes clairement pro-européennes, appelle quelques éclaircissements.

### *L'enfouissement politique du «non»*

Il faut tout d'abord rappeler les raisons de l'évanescence politique du «non», liée à une rationalisation présidentielle de l'offre politique.

Les déboires de la gauche radicale et du Parti communiste, leur incapacité à trouver, au cours de l'été 2006, un candidat commun ont sans aucun doute décrédibilisé l'eurosepticisme de gauche comme position politique responsable. De nombreux «nonnistes» de gauche – qui étaient 15,456 millions au printemps 2005 – se sont ainsi retrouvés «orphelins» d'une représentation politique crédible, celle-là étant explosée entre quatre petits candidats d'extrême gauche et un altermondialiste, qui ne rassemblaient pas, dans les sondages, plus de 5 % des intentions de vote – alors qu'ils avaient recueilli en 2002 10,44 % des suffrages (7). Un sondage publié le 25 mars dans *Libération* (8) montrait que la gauche antilibérale totalisait seulement 15 % des intentions de vote parmi les «nonnistes». Plus largement, selon cette même source, tous les candidats eurosceptiques, de droite comme de gauche (9), n'ont jamais rassemblé, dans les enquêtes, plus de 30 % des intentions de vote.

(6) «J'ai été le premier à parler de la fierté d'être français, de la nécessité de lever les couleurs dans les écoles en chantant La Marseillaise et d'affirmer notre identité nationale [...] Maintenant que mes idées sont reprises par Royal ou Sarkozy, les mêmes saluent ces mesures avec enthousiasme. Je réclame des droits d'auteur!», in Guillaume PERRAULT, «Marseillaise : Villiers ironise sur les 'cabris'», *Le Monde*, 28 mars 2007.

(7) Cf. Michel NOBLECOURT, «La gauche en état de faiblesse», *Le Monde*, 14 mars 2007, repris dans le supplément *Des clefs pour choisir*, 18 avril 2007, p. 20.

(8) Sondage TNS/SOFRES, *Libération*, 24-25 mars 2007.

(9) 8 candidats au total : à gauche ou dans la mouvance d'extrême gauche, Olivier Besancenot (Ligue communiste révolutionnaire), Marie-George Buffet (Parti communiste), José Bové (Pour une alternative à gauche), Arlette Laguiller (Lutte ouvrière), Gérard Schivardi (Parti des travailleurs); à droite, Philippe de Villiers (Mouvement pour la France) et Jean-Marie Le Pen (Front national).

Cette «évanescence du non» et plus généralement des petits candidats a traduit une certaine rationalisation des choix politiques, du fait des contraintes propres à l'élection présidentielle française, dans le contexte particulier de l'après-2002. En effet, l'élection présidentielle française exerce, en principe, sous la V<sup>e</sup> République, des effets rationalisateurs sur l'offre et la demande politique, en raison du fait majoritaire et de la forte personnalisation qu'elle implique depuis 1962 – les candidats «crédibles» sont les *leaders* des grosses machines politiques, lesquelles sont *in fine* les deux grands partis de gouvernement de droite et de gauche, selon la logique du «*quadrille bipolaire*» (10). Or en 2002, l'élection présidentielle n'avait pas exercé ses effets bipolarisants sur les suffrages, du fait d'un dérèglement du fait majoritaire avec la cohabitation : en voulant sanctionner tous les dirigeants, de droite comme de gauche, les Français avaient placé au second tour le *leader* du Front national et non le candidat socialiste attendu, Lionel Jospin. Ce souvenir, jouant comme un trauma collectif, a incité très fortement au vote utile pour des candidats crédibles, ce qu'ont illustré la concentration des votes sur le trio de tête dans les sondages et le taux de participation historiquement élevé du premier tour. Les contraintes propres à la V<sup>e</sup> République post-2002 expliquent donc en grande partie l'enfouissement politique du «non», perçu comme une position peu responsable.

### ***L'opportunisme attrape-tout des candidats dominants et la stratégie de démarcation centriste***

Tout recul critique face à l'Europe n'a cependant pas disparu. Cependant, depuis 1992, les questions européennes traversent les clivages politiques traditionnels et opposent, au sein même des partis, les tenants d'une société ouverte à ceux que l'on appelle parfois les «*croisés de la société fermée*» (11). Ce désalignement partisan donne bien du fil à retordre aux *leaders* politiques des partis à vocation gouvernementale (UMP / PS), dont les franges souverainistes – à droite – ou antilibérales – à gauche – ont plusieurs fois fait défection, fractionnant ainsi l'offre électorale et déroutant les électeurs (cf. l'exemple de Laurent Fabius, au PS, après le vote favorable au Traité constitutionnel des militants à l'automne 2004, ou la campagne pour le «non» de Nicolas Dupont-Aignan, opposant «gaulliste» au Traité). Pour rassembler largement en vue de gagner les élections, les grands candidats sont donc contraints à des stratégies «attrape-tout», qu'on peut qualifier d'opportunistes. En 2007, la première victime de cet opportunisme électoral a été l'Europe, que les deux candidats dominants ont tenté d'ignorer sans pouvoir la désavouer complètement, dans une attitude ambivalente visant à répondre aux espoirs comme aux angoisses européens de leurs partisans.

(10) Cf. Maurice DUVERGER. *Le Système politique français*, Presses universitaires de France, Paris, 1996, p. 511 et sq.

(11) Expression de Pascal PERRINEAU.

Il en est résulté des discours équivoques, peu enthousiastes et peu cohérents, à droite comme à gauche, parfois même au centre.

Loin d'être absente des discours, contrairement à ce qu'en disait la presse, l'occurrence «Europe» est apparue très fréquemment dans les discours de campagne des candidats, plus par exemple que l'occurrence «chômage», mais pas toujours sous la plume des Européens les plus convaincus (12) et très souvent de façon critique. Ainsi, les deux grands candidats se sont déclarés des Européens convaincus «mais»..., rejetant l'Europe actuelle – en crise, ou pas assez politique selon Nicolas Sarkozy; trop économique, pas assez sociale chez Ségolène Royal –, une manière de critiquer la construction européenne actuelle sans dénoncer l'intégration européenne dans son ensemble, pour répondre aux inquiétudes économiques et sociales d'une frange importante de l'opinion publique. Cet usage stratégique de l'eurosepticisme peut être qualifié d'«eurosepticisme de secours», une forme d'eurosepticisme atténué, car il ne rejette pas la construction européenne sur le fond, et opportuniste, car il ne reflète pas les préférences idéologiques profondes de ses auteurs, mais un bénéfice électoral attendu à court terme.

A l'inverse, le centre (UDF) de tradition chrétienne-démocrate, traditionnellement très à l'aise avec la thématique européenne, bénéficiait d'un avantage idéologique comparatif sur la question européenne qu'il aurait pu faire jouer. Toutefois, l'ascension inattendue de François Bayrou dans cette campagne ne lui a pas permis d'exprimer cet atout, le «troisième homme» providentiel s'étant trouvé rapidement contraint par les deux grands candidats à une stratégie médiane peu aventureuse. On l'entendit ainsi contester, lors de son dernier *meeting* parisien, certaines prérogatives communautaires au nom de la défense des services publics.

#### L'APPARITION D'UN «EUROSCEPTICISME DE SECOURS» DANS LES DISCOURS DE CAMPAGNE DES GRANDS CANDIDATS

Le 1<sup>er</sup> avril 2007, plusieurs commissaires européens s'inquiétaient par voie de presse de la teneur «*démagogique*» de la campagne française et dénonçaient le déni des réalités économiques par les deux candidats dominants (13).

(12) Comme le révèle le comptage des mots de la campagne électorale opéré par Jean Véronis, de l'Université de Provence, sur son site Internet [aixtal.blogspot.com/](http://aixtal.blogspot.com/) (rubrique «Les discours des présidentiables»). Ce comptage révèle aussi que le mot «Europe» apparaît le plus souvent, en fréquence absolue, par ordre décroissant, chez Ségolène Royal (33 discours sur 42), suivie de Jean-Marie Le Pen (22 sur 27), suivi de Nicolas Sarkozy (51 sur 53), suivi de François Bayrou (35 sur 43), Marie-George Buffet (10 sur 16), suivie de Dominique Voynet (6 sur 16) et d'Arlette Laguiller (2 sur 16).

(13) «*J'entends parfois des arguments qui ne tiennent pas compte de la réalité économique, qui ignorent ce qui est en train de se passer dans les économies européennes [...] pour les responsables économiques et politiques, pour leur crédibilité, pour pouvoir envoyer des messages clairs aux citoyens, la condition nécessaire est de connaître la réalité, de ne pas la changer pour pouvoir bénéficier sur le moment d'un argument plus ou moins démagogique*», Joaquin ALMUNIA, Commissaire européen aux Affaires économiques, cité par Thomas FERENCZI, «Bruxelles s'émeut de la tonalité de la campagne française en économie», *Le Monde*, 3 avril 2007, p. 11.

Les discours et programmes de campagne des deux principaux candidats affichaient en effet, sinon un euroscepticisme, du moins un «euro-protectionnisme» frappant, faisant écho aux peurs économiques des Français face à la mondialisation (14) et à la construction européenne – plusieurs sondages effectués par CSA en mars montraient les Français très soucieux de renforcer la protection sociale en Europe; en décembre 2006, une majorité d'entre eux voyaient dans l'euro une «*mauvaise chose*» (15). L'historien Emmanuel Todd avait alors beau jeu de prédire que «*le premier candidat majeur qui contestera le libre-échange cassera la baraque*» (16). Ceux qu'il appelait les «*candidats du vide*», Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, semblaient avoir médité la leçon : leurs contorsions électoralistes pour capter les partisans nonnistes ont largement convergé vers une volonté de réassurance économique, le chômage étant alors la préoccupation principale des Français, par ailleurs toujours pessimistes sur l'avenir économique de leur pays, comme le montrait le dernier sondage Eurobaromètre, paru en janvier 2007.

### *Une Europe sous le signe de la protection*

Nicolas Sarkozy, dont la partie du programme consacré à l'Europe évoquait directement cette idée – «*l'Europe doit protéger dans la mondialisation*» – est passé maître dans l'art de concilier les contraires (17), partisans du oui et artisans du non : libéral et capitaliste de par son appartenance à l'UMP, il refusait, non sans accents gaulliens, une Europe qui serait «*le cheval de Troie de la mondialisation réduite à la circulation des capitaux et des marchandises*», estimant que l'Union européenne «*doit au contraire protéger ses peuples dans la mondialisation*» (18), et souhaitait réhabiliter la «*préférence communautaire, c'est-à-dire le droit pour l'Europe de préférer, lorsque c'est son intérêt, notamment à l'OMC, ses entreprises, ses marchés*». Sur ce point, il rejoignait les petits partis d'extrême gauche et d'extrême droite qui refusaient, pour les premiers, la libéralisation économique à outrance (en matière de services notamment, à la LCR et au PCF, de même que chez José Bové) et, pour les seconds, l'ouverture à outrance, qu'elle soit économique ou culturelle, une réticence qui s'exprimait par la «*préférence nationale*» ou «*communautaire*» (FN, MPF) – Philippe de Vil-

(14) Sur cette question, cf. «La France face à la mondialisation», *Problèmes économiques et sociaux*, n° 920, janv. 2006; V. TIBERJ / S. BROUARD *Déclin, modèle français et mondialisation*, rapport écrit pour le Baromètre politique français, CEVIPOF / Ministère de l'Intérieur, première vague, 2006-2007.

(15) Une majorité de Français (52 %) juge que son adoption par la France a été, dans l'ensemble, une «assez mauvaise» ou «très mauvaise» chose (sondage Pèlerin / TNS-Sofres, 27 déc. 2006). Nombreux sont les Français qui considèrent que l'adoption de la monnaie unique a nui à l'emploi (53 %) et à la croissance économique (51 %).

(16) Entretien, *Télérama*, n° 2 981, 28 fév. 2007, pp. 12-15.

(17) Une «*synthèse*» qu'il revendique dans son livre *Ensemble* et dont *Le Monde* rendait compte, le 3 avril 2007, dans un article titré «Nicolas Sarkozy tente de concilier la France du oui et celle du non».

(18) *Ensemble, tout devient possible. Mon projet*, programme électoral disponible sur le site Internet sarkozy.fr.

liers se déclarait ainsi contre le «*mondialisme sauvage*» et pour une protection européenne modernisée, sous forme de droits de douane flexibles.

Critiquant «*l'Europe en panne*» (19) et souhaitant une «*Europe par la preuve*» avec un scepticisme certain, la candidate socialiste avait affiché ses ambitions européennes dans le discours de Villepinte du 11 février 2007 (20). Celles-là tenaient essentiellement dans une volonté de rompre avec une Europe qui serait réduite à la concurrence et de relancer l'Europe de la croissance, de la recherche et du développement ainsi que des politiques communes. Ségolène Royal promettait également la refonte de la PAC, le retour de la France à la table de l'Europe, mais pas «*n'importe quelle Europe*», une Europe sociale, en s'affichant le 28 mars aux côtés de Jacques Delors – mais sans saisir l'occasion du 27 mars 2007 pour fêter les 50 ans de l'Europe communautaire (21). Partisane d'un nouveau référendum sur la Constitution, elle défendait dans son programme un gouvernement de la zone euro et la réforme des statuts de la Banque centrale européenne (BCE) en vue de la croissance économique, une position affichée dès décembre 2006 au congrès du PSE de Porto, qui lui avait d'ailleurs valu le ralliement du national-républicain Jean-Pierre Chevènement, devenu depuis lors son conseiller de campagne.

### *Convergences économiques, convergences populistes*

C'est en matière économique, particulièrement sur le statut de la Banque centrale européenne, que tous les candidats convergèrent le plus. Sur cette question, les positions de Ségolène Royal rejoignaient étonnamment celles de... Jean-Marie Le Pen, en passant par celles de Nicolas Sarkozy, lequel avait dénoncé, le 21 février à Strasbourg, le «*dogme de la concurrence*» et la politique monétaire de la BCE, appelant les partenaires de la France à une «*offensive diplomatique*» pour faire pression sur la Banque (22) – pour tempérer son propos, fin mars, en réclamant un «*gouvernement de la zone euro, une réflexion sur la moralisation du capitalisme dans la zone euro*» afin de «*pénaliser la spéculation*» (23), des propositions somme toute très proches de celles d'ATTAC...

On peut également relever certaines convergences populistes, si on entend par populisme la prétention d'un parti ou *leader* à incarner le peuple plus fidèlement que les élites, par un appel direct au peuple, ce qui est une tentation inhérente à toute démocratie (24). Deux thématiques populistes apparaissent dans les programmes présidentiels à propos de l'Europe,

(19) Discours, Paris, 6 fév. 2007.

(20) Cf. l'extrait en annexe.

(21) Myriam LÉVY, «Royal promet un nouveau référendum sur l'Europe», *Le Figaro*, 28 mars 2007.

(22) Thomas FERENCZI, «Bruxelles s'émeut...», *op. cit.*

(23) Dans un entretien à *L'Express*, cité par *Le Figaro*, 28 mars 2007, p. 7.

(24) Cf. Yves MENY / Yves SUREL, *Par le peuple, pour le peuple*, Fayard, Paris, 2003.

comme une volonté de réaffirmation du contrôle direct du *demos* national sur ses affaires politiques : le contrôle populaire direct sur les affaires européennes grâce à un référendum sur le Traité constitutionnel, présent dans les programmes présidentiels du PCF, du PS et du FN, la LCR prônant un «*débat général*» sur l'Europe et José Bové une clause d'*opting-out* populaire ; le rejet de la Turquie dans l'Union, comme façon de préserver un «nous» commun risquant une dilution culturelle (programmes de l'UMP et de l'UDF).

### *Le centre sans l'Europe*

Dans ce concert peu laudatif, le candidat centriste, troisième homme inattendu de la campagne, ne put réellement affirmer sa différence pro-européenne, puisqu'il avait concentré sa stratégie sur un positionnement protestataire *soft* de «troisième voie», entre «*compère*» et «*commère*» (25). Bien que clairement pro-européen dans la plupart de ses discours, son programme restait tout de même «populiste» sur la question du référendum et de la Turquie. Il chercha en outre à affirmer sa différence sur la question de l'identité nationale, moins par cosmopolitisme – il n'est pas pour la pleine intégration de la Turquie – que par souci de se démarquer des deux candidats dominants et de se poser comme un rassembleur face aux divisions droite / gauche. Cette stratégie laissait peu de marge à son europtimisme traditionnel et ce n'est pas comme «Européen» que François Bayrou apparaissait dans la presse en France, mais – au contraire ? – comme un homme authentique, du terroir, parlant vrai et rassurant... en somme, un Français «bien de chez nous» (26).

Aussi, bien qu'attirant les sympathies des Français tentés par de «nouveaux clivages», François Bayrou, lui aussi tenté par l'euroscpticisme de secours, semble plutôt avoir été une pièce vivante du puzzle populiste national : rassurant par sa «personne» et son positionnement rassembleur, il a semblé un temps apaiser les peurs suscitées par l'ouverture, manifestant ainsi une forme de charisme europrotecteur...

### *Réveil et dispute de l'identité nationale : le coup politique de Nicolas Sarkozy*

On aura donc compris que l'Europe était l'une des questions gênantes de cette campagne, révélatrice des contradictions électoralistes de candidats attrape-tout. C'est sans doute Nicolas Sarkozy qui sut y trouver le meilleur dérivatif, à travers la question nationale, en proposant, le 8 mars 2007, la

(25) «Compère et commère veulent surtout que rien ne change», extrait de l'entretien de François Bayrou au *Figaro*, 28 mars 2007. Sur la stratégie protestataire de François Bayrou, cf. *Le Monde*, 21 mars 2007, «Les beaux jours du vote protestataire».

(26) Cf. les opinions d'électeurs recueillies par *Libération*, 2 mars 2007.



création d'un « ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale », réalisant par là même un coup politique efficace.

En France, en effet, le patriotisme ou la question de l'identité nationale – appartenance collective à une même nation – est un concept symboliquement sensible depuis 1789 et éminemment mobile, qui est passé plusieurs fois de droite à gauche et de gauche à droite au cours de notre histoire (27), pour se fixer à l'extrême droite depuis les années 1980. L'identité nationale constitue de ce point de vue une ressource symbolique légitimante, disputée, parce qu'elle est très rentable dans notre imaginaire politique.

En récupérant cette thématique, dans laquelle le Front national excellait, Nicolas Sarkozy se ralliait les suffrages de l'extrême droite – le Front national sortit en effet laminé de cette élection, avec 10,44 % des suffrages exprimés et, dès le premier tour, Nicolas Sarkozy obtint le score historiquement important, pour la droite, de 31,18 %, parce qu'il avait capté les voix frontistes (28), ce dont, d'ailleurs, il ne se cachait pas (29) –, mais enclenchait aussi une dynamique magistrale de monopolisation de ressources symboliques, fortement opératoires dans notre culture politique. Le coup politique de Nicolas Sarkozy a donc consisté à extraire le concept de l'ornière extrême-droitière où il était tombé – récoltant les profits électoraux y attendant –, tout en contraignant la gauche à lui disputer cette ressource, prouvant ainsi que le nationalisme – *« fiers d'être français »*, le dernier point de son programme – pouvait être une notion « ouverte ». D'un point de vue stratégique, qui rapporte les moyens aux fins, cette opération fut particulièrement réussie.

Ségolène Royal – conseillée par Jean-Pierre Chevènement – a très vite repris à son compte le thème de l'identité nationale, pour répondre aux peurs des *« catégories populaires qui ont voté non à l'Europe »* et qui se demandaient *« si la nation va se diluer dans l'Europe »* (30). Elle a tenté de surenchérir du côté « ouvert » du nationalisme, en distinguant *« identité nationale »* et *« nationalisme »*, stigmatisant notamment l'assimilation faite par Nicolas Sarkozy entre identité nationale et immigration. Elle a affirmé qu'on peut être à la fois fiers d'être Français et fiers d'être Européen. Le 27 mars, pour célébrer l'Europe en présence de Jacques Delors, elle affirmait : la *« France est notre patrie et l'Europe, notre nouvelle frontière »* (31). Cependant, elle s'attira les commentaires peu amènes de cer-

(27) Cf. l'entretien avec Jacques JULLIARD, « Le nationalisme est-il de droite ou de gauche? », *Témoin*, n° 1, 1993.

(28) Selon Dominique REYNIÉ, interrogé par *Le Monde*, 27 avril 2007, p. 10.

(29) Il affirmait quelques mois avant le scrutin : *« oui, je cherche à séduire les électeurs du FN. Qui pourrait m'en vouloir de récupérer ces gens dans le camp républicain. J'irai même les chercher un à un, ça ne me gêne pas. Si le FN a progressé, c'est que nous n'avons pas fait notre boulot »*. Propos cités par Jérôme FOURQUET, directeur adjoint du département « Opinion publique » de l'IFOP, « L'échec de J.-M. Le Pen à la présidentielle 2007 : les causes d'une hémorragie », *Baromètre politique français-Elections 2007*, CEVIPOF.

(30) Myriam LÉVY, « Royal défend la nation contre le nationalisme », *Le Figaro*, 26 mars 2007.

(31) *Le Figaro*, 28 mars 2007.

tains de ses partisans lorsqu'elle exprima le souhait que les familles françaises «*arborent un drapeau français à leur fenêtres*» pour le 14 juillet, ce qui lui valut aussi quelques plaisanteries sur ses dispositions à chanter *La Marseillaise* (32).

De son côté, François Bayrou tentait de se démarquer de la «*névrose perpétuelle de l'identité*» (33), pour se poser en rassembleur, mais sans beaucoup d'écho, puisqu'il jouait là une carte redondante dans un débat qui avait déjà pour problématique centrale le rassemblement dans la nation.

Quelles qu'aient été les subtilités et les nuances apportées par chacun dans ce débat, il faut admettre que c'est Nicolas Sarkozy qui l'a choisi, mené et finalement imposé. Ce coup politique, consistant à diluer les peurs d'Europe dans la nation – à l'inverse des habituelles peurs de dilution de la nation dans l'Europe –, s'est révélé politiquement fort rentable, tout en permettant au nouveau Président de la République, sitôt élu, de remiser rapidement son euroscepticisme de secours aux oubliettes pour orchestrer rapidement le «*retour de la France en Europe*».

## LE RETOUR DE LA FRANCE EN EUROPE

### *L'Europe, première urgence du nouveau Président*

Dès son élection au second tour le 6 mai 2007, Nicolas Sarkozy promit «*le retour de la France en Europe*» – inquiétant au passage la Commission européenne à propos de la Turquie – et s'attela avec le Chancelier allemand – présidente en exercice de l'Union jusqu'en juin, fermement décidée à faire aboutir la réforme institutionnelle de l'Union – à la rédaction d'un «*traité simplifié*» reprenant l'essentiel du Traité constitutionnel. Il avait beaucoup à se faire pardonner, car, pour n'avoir jamais prôné un nouveau référendum pendant la campagne – mais un «*mini-traité*» –, il avait plusieurs fois inquiété ses partenaires européens par ses propos tranchés. Aussi le nouveau Président français déploya-t-il une attitude extrêmement conciliante et coopérative à l'égard de l'Europe et de son partenaire historique allemand, réintégrant le concert des nations européennes et faisant jouer la solidité du lien franco-allemand.

Il réserva sa première visite d'Etat au Chancelier allemand au soir même de la passation de pouvoirs, pour relancer l'Union européenne et débloquent le dossier Airbus, dont il avait fait la deuxième urgence du gouvernement pour relancer l'Europe spatiale et les relations franco-allemandes. A son retour, le président du Parlement européen, Hans-Gert Pötering, chrétien-démocrate allemand, fut invité à l'Élysée – ce dernier, encore amer, ne se

(32) *Le Figaro*, 26 mars 2007, et forums de discussion sur le site Internet liberation.fr.

(33) *Le Figaro*, 26 mars 2007.

priva pas de rappeler sur France-Inter, le 21 mai, que la France n'était «*pas seule en Europe*».

La composition du gouvernement, annoncée le 19 mai dans la presse, avait fait des Affaires étrangères et de l'Europe en particulier un domaine d'ouverture, sur lequel le nouveau Président pouvait jouer non seulement pour couper l'herbe sous le pied à la gauche en vue des prochaines législatives, mais aussi garder la haute main sur le domaine réservé, les ministères-clefs restant eux, aux mains de sa garde rapprochée (34), tout en rassurant ses partenaires. Outre la présence de Bernard Kouchner aux Affaires étrangères, la nomination d'un autre homme de gauche, Jean-Pierre Jouyet, ancien directeur de cabinet du président de la Commission Delors de 1991 à 1995, au poste de secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, fut perçu comme un «gage» donné aux Allemands en signe de la bonne volonté française de reprendre place dans le concert européen.

Le 22 mai, Nicolas Sarkozy était à Bruxelles pour rassurer les Européens et relancer les institutions européennes (35). Jean-Pierre Jouyet l'y avait précédé d'un jour, pour y incarner le retour modeste en Europe d'une France à l'attitude conciliante et prête à s'impliquer davantage dans les institutions européennes. Il affirmait : «*nous devons privilégier ce qui est efficace sur le plan institutionnel [...] mais, surtout, nous appuyons les efforts de la présidence allemande pour sortir l'Union de la panne actuelle*» (36).

### *Le retour de la diplomatie*

L'engagement du Président pour «*faire repartir l'Europe*» était donc clair : la question européenne quittait le champ pétri de contradictions de la campagne électorale, qui se poursuivait jusqu'aux deux tours des élections législatives des 10 et 17 juin, pour réintégrer le domaine réservé de la diplomatie interétatique. Le Sommet européen de Bruxelles des 21 et 22 juin devait couronner les efforts conjoints du couple franco-allemand pour aboutir à la renégociation d'un traité «*simplifié*», le Traité de Lisbonne, négocié pendant l'été et adopté le 19 octobre 2007 par les chefs d'Etat et de gouvernement européens pour être officiellement signé le 13 décembre.

Soucieux de soumettre ce nouveau traité à une ratification parlementaire dans les plus brefs délais, salué à gauche comme à droite pour avoir sorti l'Europe de l'imbroglie institutionnel et préservé l'essentiel d'un traité dont la symbolique constituante avait effrayé les Français, le nouveau Président peut se targuer d'avoir ôté le pavé français de la voie de l'intégration européenne et rassuré ses partenaires à l'aube de la présidence française de

(34) *Le Monde*, 19 mai 2007.

(35) *Le Monde*, 22 mai 2007.

(36) Alexandrine BOUILHET, «La France fait un retour discret à Bruxelles», 22 mai 2007, disponible sur le site Internet figaro.fr.

l'Union européenne (juillet-décembre 2008). Jetant un regard rétrospectif sur cette campagne, on peut donc s'estimer soulagé sur les intentions européennes des Français : les électeurs ne sont pas « contre l'Europe » dans l'absolu ; les élites gouvernementales non plus, qui n'ont fait preuve que d'un euroscepticisme de secours, instrumental et de court terme. Pourtant, un trouble subsiste, qui concerne la qualité du langage politique et le rôle assumé par nos élites politiques à propos de l'Europe : n'est-il pas embarassant de constater que, dans ce pays moteur de la construction européenne, la démagogie, le mensonge et la flatterie des peurs les plus irrationnelles ont fait un retour remarqué dans les programmes politiques depuis 2005 et se révèlent toujours des recettes politiques rentables ? Comme si l'Europe était encore un ailleurs extérieur au « nous » national et n'avait pas, depuis longtemps, pénétré notre Constitution ; comme si les élites ne savaient pas inventer un discours structurant sur l'Union, sans avoir à flatter les plus bas instincts du peuple, pour mieux les mépriser ensuite.

#### ANNEXES :

##### EXTRAITS DE DISCOURS DES TROIS GRANDS CANDIDATS A L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE MENTIONNANT L'EUROPE (37)

#### *Annexe A : discours de Ségolène Royal (extraits)*

##### *Extrait du discours de Villepinte, 11 février 2007*

« L'Europe doit rester la grande ambition et la grande réalisation du XX<sup>e</sup> siècle. Je sais que vous le voulez comme moi, mais je sais aussi que vous ne voulez pas n'importe quelle Europe, vous l'avez dit. Moi non plus, je ne veux pas d'une Europe qui ne serait qu'une zone de libre-échange adossée à l'OTAN, je veux encore moins d'une Europe de tous contre tous où le dumping fiscal et social remplacent la solidarité et dans laquelle la concurrence sert de projet de société. L'Europe que je veux doit élever le niveau de tous les pays et de chaque individu, et non pas les abaisser. Et c'est pourquoi l'Europe doit se fixer comme objectif une croissance dynamique et créatrice d'emplois. Nous relancerons les politiques communes sur les enjeux majeurs que nous affrontons. En Europe comme en France, la croissance reviendra, de l'investissement dans la recherche, dans l'innovation, dans les énergies renouvelables, dans l'environnement et dans les transports. L'Europe doit se battre aussi pour une politique industrielle à l'instar de ce que font les Etats-Unis et les grands continents émergents. L'Europe ne doit plus s'abandonner au seul dogme de la concurrence. Air-

(37) Les discours cités ici sont disponibles sur le site Internet d'analyse de discours de Jean Veronis, de l'Université de Provence, [aixtal.blogspot.com](http://aixtal.blogspot.com).

bus n'aurait pas pu être lancé si la doctrine actuelle de l'Europe avait été applicable en 1970.»

*Extrait du discours de Mont-de-Marsan, 1<sup>er</sup> mars 2007*

«Je voudrais vous dire aussi un mot de l'Europe. Comme disait François Mitterrand qui affirmait que la France était notre patrie et l'Europe notre avenir, je le crois aussi. Il nous faut agir. Il faut que la France revienne à la table de l'Europe. Je ferai tout pour cela. L'ouverture généralisée de la concurrence mondiale a bouleversé le rythme de construction de l'Europe. Ce nouveau cycle de l'économie mondiale a favorisé les plans de ceux qui ne voient, et ce n'est pas notre cas, à l'Europe qu'une zone de libre-échange, un marché où on ferait ses affaires à l'abri de l'OTAN, et pire, un espace de compétition malsaine axée sur le profit généré par le dumping social ou fiscal. Cette Europe-là, ce n'est pas la nôtre, et nous devons la relancer d'abord par la preuve des grands projets que j'évoquais tout à l'heure : les transports, la santé, la recherche, l'énergie, avec des politiques publiques ambitieuses. Et puis nous devons construire une Europe qui protège. N'ayons pas peur de ce mot. Les citoyens en ont assez des effets négatifs. Je veux une Europe de la réindustrialisation et pas de la délocalisation. Je proposerai l'instauration des taux plancher pour éviter le dumping fiscal. Je me battrais pour que les règles sociales et environnementales soient intégrées aux règles commerciales, afin d'éviter les compétitions injustes, et je veux une Europe forte et fraternelle dans ses relations avec les pays du Sud, et en premier lieu avec la Méditerranée. Sur ces principes, je veux réconcilier l'Europe du oui et l'Europe du non. Sur ces principes, je veux rassembler. Sur ces principes, je veux raccrocher les maillons de la longue chaîne de l'histoire européenne, commencée dans la deuxième moitié du siècle dernier, mais qui doit voir les conditions nouvelles, les menaces nouvelles, les insécurités nouvelles, et pour faire en sorte que l'Europe ne soit pas seulement un marché et une monnaie, mais que ce soit aussi le respect pour chacun et le progrès pour tous.»

***Annexe B : discours de François Bayrou (extraits)***

*Extrait du discours de Caen, 1<sup>er</sup> mars 2007*

«On a dit : 'c'est la faute de l'Europe'. C'est toujours ce que l'on dit lorsque les gouvernants n'assument pas leurs responsabilités. Nous sommes un pays dans lequel il est devenu à la mode de rechercher le bouc émissaire perpétuel à Bruxelles. Eh bien, moi, je ne chercherai pas de bouc émissaire à Bruxelles. J'assumerai la responsabilité qui sera celle du Président de la République française. C'est à nous qu'il revient de mettre de l'ordre dans nos affaires et de faire que la France soit désormais un pays qui se redresse.

Je leur ai donc dit : ‘je ferai ce que je pourrais, mais je ne signerai pas les formulaires préétablis. Je veux une attitude de responsabilité, je peux choisir ce que sont les priorités pour notre pays et je veux vous dire ce que sont ces priorités’. Dans la situation où la France se trouve, c’est-à-dire dans la situation de mondialisation, de très dure, de très âpre compétition dans laquelle notre pays est plongé, dans cette très dure et très âpre compétition, nous avons une arme, probablement la plus efficace et peut-être même la seule, et, cette arme que nous avons, ce sont les jeunes Françaises et les jeunes Français. Ce que nous avons à faire, dans un pays comme le nôtre, en choisissant la stratégie que nous allons suivre, c’est-à-dire en désignant nos priorités, ce que nous avons à faire, c’est de dire que, pour la France, la chance de son avenir, c’est l’Education nationale : l’enseignement primaire, l’enseignement secondaire, l’enseignement supérieur et la recherche sont la seule arme qui nous permettra de faire face à l’avenir.»

*Extrait du discours de Reims, 1<sup>er</sup> avril 2007*

«Je voudrais que, désormais, et ce sera le cas si je suis élu Président de la République française, l’Europe s’occupe de l’essentiel et pas de l’accessoire. Je regrette de dire que, pour moi, l’Europe devrait s’occuper de défense un peu plus qu’elle ne le fait. Elle devrait s’occuper de lutte contre le terrorisme et les trafics d’êtres humains, un peu plus qu’elle ne le fait. Elle devrait s’occuper de politique internationale et du Proche-Orient un peu plus qu’elle ne le fait. Elle devrait s’occuper du climat et de l’énergie un peu plus qu’elle ne le fait et elle devrait considérer que son projet, le grand projet européen dépasse, et de loin, la seule obsession de la concurrence sur tous les sujets et dans tous les domaines de la vie qui est la nôtre. Par exemple, je suis au regret de dire – je vais me faire sans doute beaucoup d’ennemis, mais après tout, j’en ai déjà un certain nombre. Je peux en assumer quelques-uns de plus – que je trouvais que c’était très bien le 12 pour demander les renseignements téléphoniques et, alors, l’introduction d’innombrables numéros commençant par 118, que l’on a tout le temps du mal à mémoriser... Et, en tout cas, personne ne sait qui est au bout du fil. On ne connaît pas les entreprises qui sont ainsi prestataires de services. C’est devenu plus compliqué, moins fiable et des emplois sont partis de France par centaines parce que les centres d’appels sont partis à l’étranger. Je ne vois pas ce que l’on y a gagné et c’est pourquoi, je vous le dis, élu Président de la République, y compris face à l’Europe, je défendrai les services publics de notre pays, les services publics en banlieue, les services publics en zone rurale. Je défendrai la Poste et j’ai le sentiment, en le faisant, que je ne suis pas moins bon citoyen européen, moins bon citoyen français et même que je ne suis pas moins bon militant de l’idéal européen que tous les autres qui croient que l’Europe, cela se résume à l’argent, au commerce, au fric, aux échanges et à la concurrence échevelée. Je veux de

la concurrence, mais je veux que l'on remette les choses à leur place. Il y a des choses plus importantes pour l'avenir de notre pays et notamment la cohésion sociale. C'est en remettant ainsi – je le dis du plus profond de ce que je crois – l'Europe à l'endroit, l'essentiel en haut et l'accessoire en bas, que l'on va retrouver, au sein du peuple français, l'amour de cet idéal et le soutien de ce grand projet. Je veux réconcilier les Français avec l'Europe et je veux réconcilier l'Europe avec la France.»

*Annexe C : discours de Nicolas Sarkozy (extraits)*

*Extrait du discours de Strasbourg, 21 février 2007*

«J'ai toujours dit oui à l'Europe, j'ai dit oui à l'Acte unique, à la monnaie unique, à la Constitution européenne. Et parce que j'ai toujours dit oui à l'Europe j'ai le devoir de dire aujourd'hui à tous les Européens sincères que nous ne pouvons pas continuer comme cela. Nous avons fait l'Europe pour agir, pas pour subir. Nous avons fait l'Europe pour vouloir, pas pour renoncer. Nous avons fait l'Europe pour mettre en commun nos forces, non pour partager nos faiblesses. Nous avons fait l'Europe pour mieux protéger les Européens, non pour les rendre plus vulnérables. Nous avons fait l'Europe pour la démocratie et non pour la bureaucratie. Nous avons fait l'Europe pour que les pays travaillent ensemble et non pour tenir le peuple à l'écart. Je veux l'Europe, mais je ne veux pas d'une Europe au rabais, d'une Europe médiocre, d'une Europe sans ambition qui se contenterait d'empêcher les Etats d'agir sans s'en donner à elle-même les moyens. Je veux l'Europe, mais je ne veux pas d'une Europe paralysée par ses contradictions, d'une Europe immobile, quand dans le monde tel qu'il est l'immobilité est mortelle. Je crois à l'ordre et au mouvement pour la France. J'y crois aussi pour l'Europe. Et je suis convaincu que l'un n'est pas possible sans l'autre. Je crois à l'identité nationale et à l'identité européenne. Et je suis convaincu que l'une a besoin de l'autre. Je crois que nous devons cesser de faire de l'Europe le bouc émissaire de tous nos malheurs et la cause de toutes nos défaillances. C'est une question d'honnêteté et de courage. Mais je crois que l'Europe doit cesser d'ignorer le cri de révolte des peuples qui se sentent dépossédés de leur destin. D'où vient ce sentiment sinon d'un abandon des principes fondamentaux de la construction européenne. Dans l'esprit des pères fondateurs il s'agissait de produire ensemble, d'inventer ensemble, de travailler ensemble, de vivre ensemble. Qu'en reste-t-il dans une Europe qui ne voudrait parler de rien d'autre que de la concurrence, du libre-échange et de la force de sa monnaie ? En élargissant l'Europe sans réformer auparavant ses institutions on l'a diluée et dépolitisée. Cette dépolitisation est allée trop loin. Trop de politique tue la politique, mais pas assez de politique tue la liberté. Depuis 25 ans on dit qu'il n'y a qu'une seule politique possible, qu'une seule pensée possible, qu'une seule Europe

possible. Depuis 25 ans on répète aux Européens qu'ils n'ont pas le choix. Mais quand on ne donne pas à un peuple la liberté de choisir, il finit toujours par la prendre. Un jour il se lève et il dit 'non'! On comprend mieux la force du 'non' à la Constitution européenne quand on se rend compte qu'il est paradoxal de parler de l'Europe politique alors que dans le même temps on dépolitise l'Europe. Il est paradoxal de vouloir organiser une démocratie européenne et de nier en même temps la liberté de choix. Il est paradoxal de vouloir donner une Constitution à l'Europe et en même temps de dissoudre son identité et sa cohésion en augmentant sans cesse le nombre des Etats membres. Je veux une Europe qui ait une existence politique, et qui ait une identité, et par conséquent une Europe qui ait des frontières. Je veux une Europe où tous les pays du monde, fussent-ils démocratiques, n'aient pas vocation à entrer. La Turquie, qui n'est pas un pays européen, n'a pas sa place à l'intérieur de l'Union européenne. L'Europe sans frontière c'est la mort de la grande idée de l'Europe politique. L'Europe sans frontière c'est le risque de la voir condamner à devenir une sous-région de l'ONU. Je ne l'accepte pas. Je veux une Europe où le chacun pour soi soit banni. Je veux une Europe où un pays qui a signé les accords de Schengen ne puisse pas procéder à des régularisations massives de clandestins sans demander l'avis de ses partenaires ou alors pourquoi construire un espace commun. Je veux une Europe à l'intérieur de laquelle aucun Etat ne puisse pratiquer de dumping social. Je veux une Europe où les aides européennes ne puissent pas servir à financer du dumping fiscal au détriment des autres Etats membres. Maintenant que la paix est assurée et le continent réunifié, c'est au regard de la mondialisation qu'il faut concevoir l'avenir de l'Europe. La mondialisation est un fait. Un fait aussi plein d'espoir que lourd de menaces.»

*Extrait du discours de Lille, 28 mars 2007*

«Depuis longtemps la pensée unique nous explique qu'une monnaie forte c'est bon pour l'économie et que de tout façon c'est le marché qui décide du cours de la monnaie. Eh bien ce n'est pas vrai. Une monnaie trop forte, trop chère, ou si l'on veut surévaluée, est un inconvénient et non pas un atout car il handicape la compétitivité des exportations hors de la zone Euro. Regardez Airbus! Voyez comment l'Euro trop cher abîme l'une des plus belles réussites industrielles de l'Europe! J'ai toujours dit oui à l'Europe, mais pas à cette Europe là! Je veux une autre Europe, une Europe qui agit au lieu de subir. Une Europe qui défend ses intérêts au lieu de les immoler sur l'autel de la pensée unique. Je veux une autre politique pour l'Europe. Tous les grands pays du monde aujourd'hui cherchent à sous-évaluer leur monnaie. Pourquoi ce que font les Chinois, les Américains ou les Japonais, nous ne pourrions pas le faire?»



*Extrait du discours de Clermont-Ferrand, 27 avril 2007*

« Pour protéger nos emplois et nos territoires, nous devons revoir notre conception du libre-échange qui nous dit qu'il nous faut tout laisser passer, qu'il ne nous faut même pas regarder ce qui passe. J'appelle cette politique la politique de la naïveté. Il y a une autre politique possible. C'est la politique de la réciprocité. Nos marchés sont ouverts à ceux qui ouvrent les leurs mais ils sont fermés à ceux qui ferment les leurs. C'est la politique qui refuse la concurrence déloyale et qui met des barrières aux dumpings monétaires, sociaux et écologiques. Il est sain économiquement, et il est normal moralement que les produits qui ne respectent pas les règles environnementales supportent des taxes compensatoires. Si un pays produit en polluant beaucoup alors qu'en Europe les règles sont strictes, il est normal de taxer la pollution contenue dans les importations en provenance de ces pays. Si la concurrence est déloyale il est normal de pouvoir mettre en place des clauses de sauvegarde pour avoir un moyen de pression dans la négociation commerciale. C'est pourquoi il faut absolument à l'Europe une préférence communautaire. Si les monnaies de pays comme la Chine ou l'Inde sont très sous-évaluées, il faut faire pression sur eux pour engager une négociation sur le réalignement des parités de change parce que cette concurrence est déloyale pour les travailleurs européens. Si le vin étranger entre librement sans respecter les mêmes normes que nos viticulteurs, nos viticulteurs sont condamnés. Il faut s'y opposer parce que cette situation n'est pas acceptable. Si on dit que l'aide aux PME grâce à la commande publique est possible pour les États-Unis parce qu'ils ont obtenu une dérogation de l'OMC et qu'elle est interdite en Europe faute de dérogation, je dis que c'est aussi inacceptable parce qu'il ne peut pas y avoir deux poids, deux mesures. »